

# Le préfet est "favorable à l'intégration à la Métropole"

**PAYS D'ARLES** Le conseil syndical du PETR avait lieu hier, à Tarascon

La question de l'évolution institutionnelle du pays d'Arles n'était pas à l'ordre du jour du conseil syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR), hier. Mais le sujet a été abordé, comme à chaque conseil depuis des mois, par les élus. Le président du PETR, Michel Fenard, a fait le point avec les autres élus, débriant notamment la rencontre entre lui-même, les trois présidents d'EPCI du territoire et le préfet de Région, fin novembre.

"Nous avons appris quelques points nouveaux au cours de cet entretien, a souligné Michel Fenard. Il nous a confirmé qu'il allait remettre un rapport au Premier ministre pour le 10 décembre, donc cela a dû être fait, mais on n'a pas d'information précise sur le contenu de ce rapport. Il nous a confirmé que dans ce rapport il ferait l'état de toutes les propositions qu'il avait reçues des uns et des autres. Mais il nous a dit aussi qu'il ferait part de son avis personnel dans ce dossier, et qu'il était extrêmement favorable à l'intégration du pays d'Arles dans la Métropole. Il considérerait que ce serait une erreur stratégique pour le pays d'Arles de ne pas profiter de cette opportunité d'être associé au développe-



Les élus ont abordé, en fin de conseil syndical, la question de l'avenir institutionnel, avec un compte-rendu de la récente entrevue avec le préfet Pierre Dartout.

/ PHOTO CH.V.

ment de la Métropole. C'est son avis, on le partage ou on ne le partage pas, mais je pense qu'il le laissera sous-entendre dans le rapport qu'il rendra."

Voilà qui contentera une majorité de maires du pays d'Arles ayant déjà lancé un appel à la présidente de la Métropole pour intégrer une structure dont le fonctionnement serait revu et corrigé. Mais d'autres ne l'entendent pas de cette oreille. "Le préfet a le droit d'avoir un avis, mais je pensais que c'était un serviteur de l'État qui était là pour exécuter les lois de la République. Mais il y a des

choses que je ne dois pas maîtriser," s'est étonné Mohamed Rafaï. Au sortir de l'entretien avec le préfet, fin novembre, des élus s'étaient déjà dits surpris de la teneur du rendez-vous. "Il n'avait pas lu la contribution des trois intercommunalités du pays d'Arles. Il y avait un sentiment de mépris à notre égard", avait estimé Nora Mebarek, vice-présidente d'ACCM. Et en cas de fusion Département-Métropole, avec intégration du pays d'Arles à Aix-Marseille, très peu de compétences reviendraient aux communes, contrairement à ceux qu'espèrent les

partisans d'une Métropole re-fondée. "La voirie, les parkings, les cimetières", affirme Jean-Marc Martin-Teissère, président de Terre de Provence, qui a aussi retenu de l'entrevue qu'il allait falloir être solidaire de la cité phocéenne. "Mais les Verquérois et Verquéroises n'ont pas à payer pour Marseille", lâche celui qui est aussi le maire de cette petite commune, partisan comme Nora Mebarek et Mohamed Rafaï, d'une intercommunalité unique en pays d'Arles coexistant aux côtés de la Métropole Aix-Marseille. **Christophe VIAL**